

# Décret N° 0667/PR/MAEPDR du 09/07/2013 portant modification de certaines dispositions du décret n°0292/PR/MAEPDR du 18 février 2011 portant création et organisation de l'Agence Gabonaise de Sécurité Alimentaire

Le Président de la République,  
Chef de l'Etat ;

Vu la Constitution ;

Vu le décret n°0140/PR du 27 février 2012 portant nomination du Premier Ministre, Chef du Gouvernement ;

Vu le décret n°0141/PR du 28 février 2012 portant nomination des membres du Gouvernement de la République ;

Vu la loi n°011/82 du 24 janvier 1983 portant régime juridique des établissements publics, des sociétés d'Etat, des sociétés d'économie mixte et des sociétés à participation financière publique ;

Vu la loi n°012/82 du 24 janvier 1983 portant organisation de la tutelle de l'Etat sur les établissements publics, les sociétés d'Etats, les sociétés d'économie mixte et les sociétés à participation financière publique ;

Vu la loi n°020/2005 du 3 janvier 2006 fixant les règles de création, d'organisation et de gestion des services de l'Etat ;

Vu la loi n°8/91 du 26 septembre 1991 portant statut général des fonctionnaires, ensemble les textes modificatifs subséquents ;

Vu la loi n°15/2005 du 8 août 2005 portant Code des Pêches et de l'Aquaculture en République Gabonaise ;

Vu la loi n°022/2008 du 10 décembre 2008 portant Code Agricole en République Gabonaise ;

Vu la loi n°02/65 du 5 juin 1965 organisant la Police Sanitaire en matière de maladies contagieuses du bétail ;

Vu la loi n°15/65 du 12 décembre 1965 relative à l'Inspection Sanitaire des denrées alimentaires, produits et sous-produits d'origine animale ;

Vu la loi n°7/77 du 15 décembre 1977 portant institution d'une police phytosanitaire en République Gabonaise ;

Vu la loi n°023/2008 du 10 décembre 2008 portant politique de développement agricole durable ;

Vu l'ordonnance n°50/78/PR du 21 août 1978 portant contrôle de la qualité des produits et denrées alimentaires et répression des fraudes ;

Vu le décret n°01396/PR/MAEPDR du 6 décembre 2011 portant création et organisation de l'Office National des Laboratoires Agricoles ;

Vu le décret n°01406/PR/MAEPDR du 6 décembre 2011 portant réorganisation du Comité National du Codex Alimentarius ;

Vu le décret n°0292/PR/MAEPDR du 18 février 2011 portant création et organisation de l'Agence Gabonaise de Sécurité Alimentaire ;

Vu le décret n°294/PR/MAEPDR du 30 juin 2010 portant attributions et réorganisation du Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage, de la Pêche et du Développement Rural ;

Le Conseil d'Etat consulté ;

Le Conseil des ministres entendu ;

## DECRETE :

**Article 1er :** Les articles 2, 3, 4 et 5 du décret n°0292/PR/MAEPDR du 18 février 2011 portant création et organisation de l'Agence Gabonaise de Sécurité Alimentaire sont modifiés et se lisent désormais comme suit :

« **Article 2 nouveau** : Il est créé un établissement public à caractère technique et scientifique, dénommé Agence Gabonaise de Sécurité Alimentaire, en abrégé AGASA ».

« **Article 3 nouveau** : L'AGASA a pour mission de prévenir, évaluer et gérer les risques sanitaires et nutritionnels présents dans les aliments destinés à la consommation humaine et animale depuis leur production jusqu'à leur distribution.

A ce titre, elle est notamment chargée :

- de donner des avis et une assistance scientifique et technique dans tous les domaines ayant un impact sur la sécurité alimentaire ;
- de protéger la santé et les intérêts des consommateurs tout en garantissant le bon fonctionnement du marché intérieur ;
- de rechercher, recueillir, analyser et résumer les données scientifiques et techniques dans les domaines de la sécurité sanitaire des aliments ;
- de surveiller les risques pouvant venir des maladies des animaux, des produits phytosanitaires, des médicaments vétérinaires, des insecticides et pesticides à usage agricole et des engrais ;
- de procéder à l'analyse des perspectives alimentaires résultant de la campagne agricole et à l'identification des zones sinistrées et déficitaires ;
- de mener une action d'identification et de caractérisation des risques émergents d'origine alimentaire ;
- de rechercher, analyser et réprimer, le cas échéant, toutes les traces d'éléments contaminants des sols, des nappes d'eaux souterraines, des surfaces et des aliments en vue de proposer aux consommateurs des produits et denrées sains ;
- d'assurer la liaison avec les autres agences ou structures de sécurité alimentaire ;
- de s'appuyer sur l'expertise des autres structures spécialisées existantes afin d'évaluer les risques dans son champ de compétence ;
- de veiller à l'information des consommateurs sur la qualité sanitaire et nutritionnelle des aliments ;
- d'assurer une veille permanente pour garantir la sécurité alimentaire ;
- de protéger la santé animale et le bien être animale ainsi que la santé des végétaux en lien avec la sécurité sanitaire alimentaire ;
- d'assurer la police sanitaire, l'inspection des denrées alimentaires et d'exercer la police phytosanitaire et la répression des fraudes ;
- de proposer aux autorités compétentes toute mesure de nature à préserver la santé publique vétérinaire ;
- de participer et prendre part aux travaux des instances nationale, sous régionale et internationales.

L'AGASA peut recevoir du Gouvernement toute autre mission en rapport avec son domaine de compétence».

« **Article 4 nouveau** : L'AGASA est dotée de la personnalité juridique et jouit de l'autonomie de gestion financière. Elle a son siège à Libreville et dispose de représentations sur toute l'étendue du territoire national.

L'AGASA est placée sous la tutelle technique du ministère chargé de l'Agriculture ».

« **Article 5 nouveau** : L'AGASA comprend :

- le Conseil d'Administration ;
- la Direction Générale ;
- le Comité Scientifique et Technique ;
- l'Agence Comptable ».

**Article 2** : Des textes réglementaires déterminent, en tant que de besoin, les dispositions de toute nature nécessaires à l'application du présent décret.

**Article 3** : Le présent décret, qui abroge toutes dispositions antérieures contraires, notamment celles du décret n°0292/PR/MAEPDR du 18 février 2011 et du décret n°294/PR/MAEPDR du 30 juin 2010 susvisés, sera enregistré, publié selon la procédure d'urgence et communiqué partout où besoin sera.

Fait à Libreville, le 10 juillet 2013

Le Président de la République,  
Chef de l'Etat ;

Ali BONGO ONDIMBA

*Le Premier Ministre, Chef du Gouvernement*

Raymond NDONG SIMA

*Le Ministre de l'Agriculture, de l'Elevage, de la pêche et du Développement Rural*

Julien NKOGHE BEKALE

*Le Ministre de la Santé*

Pr. Léon NZOUBA

*Le Ministre des Petites et Moyennes Entreprises, de l'Artisanat et du Commerce*

Fidèle MENGUE M'ENGOUANG

*Le Ministre de l'Industrie et des Mines*

Régis IMMONGAULT TATANGANI

*Le Ministre de l'Economie, de l'Emploi et du Développement Durable*

Luc OYOUBI

*Le Ministre du Budget, des Comptes Publics et de la Fonction Publique*

Christiane Rose OSSOUKA RAPONDA